

unef INFORM

UNION
NATIONALE des
ETUDIANTS de
FRANCE

bulletin interieur de l'UNEF * 11 rue godot de mauroy 75009 PARIS * telephone: 742-59-40

COMMISSION PARITAIRE N° 1142 D 73

N° 22

editorial

Avec le 67^e congrès de l'UNEF CONSTRUIRE DU NEUF A L'UNIVERSITE

Le numéro d'UNEF-INFORM que tu as entre les mains ouvre les débats préparatoires au 67^e congrès de l'UNEF qui se tiendra à Lyon, les 11, 12, 13 et 14 novembre 1981.

C'est dans une situation inédite que se tiendra notre congrès.

Nous l'avons dit, l'élection de François MITTERRAND ouvre de grandes possibilités pour avancer. Déjà beaucoup de choses ont changé ; il faut aller plus loin.

Dans ce contexte nouveau, le congrès de l'UNEF sera un grand congrès pour les étudiants, pour l'université. Il sera l'expression nationale de l'ensemble des débats qui traversent l'université en cette rentrée. Il sera celui d'une organisation qui a changé, qui s'est renforcée.

Depuis le 66^e congrès, le bilan d'un an d'activité syndicale est riche.

Basant notre analyse sur la situation des étudiants, nous avons dans bien des UER su développer une nouvelle solidarité étudiante. Du développement de l'entraide, en passant par l'appel à l'action pour nos études jusqu'à la lutte engagée contre la loi Sauvage pour la participation étudiante, pour des droits nouveaux, l'organisation syndicale des étudiants a pris une place essentielle.

De ce fait, l'UNEF s'est renforcée, a vu sa représentativité confirmée et élargie par la victoire des élections aux CROUS.

Cette activité, développée dans tous les domaines qui concernent les étudiants, n'aura pas été vaine.

Le nouveau gouvernement a tenu compte de la volonté qu'avaient exprimée les étudiants. La loi Sauvage et le quorum sont abrogés, la majorité des habilitations supprimées par Saunier ont été rétablies. Des villes universitaires où les étudiants étaient massivement entrés dans l'action avec l'UNEF pour défendre leurs études retrouvent l'intégralité de leur potentiel comme c'est le cas à Reims et Perpignan.

De premières mesures sur les bourses ont été prises dans le cadre du collectif budgétaire de cet été. L'activité de UNEF a permis de faire reculer l'abandon, le recours au système D.

Aujourd'hui, nous pouvons aller plus loin.

Pour cela, l'intervention des étudiants est indispensable. Qui mieux que nous, en effet, peut débattre et décider de ce qu'il faut changer dans nos facs ?

C'est pourquoi l'UNEF a décidé de lancer un grand débat à l'université, dès la rentrée, sur les propositions des étudiants, amphi par amphi, pour réussir le changement dont l'université a besoin.

Les quatre axes revendicatifs adoptés par notre conférence nationale des 28 et 29 mai dernier ouvrent la voie à une telle réflexion. Le débat préparatoire au 67^e congrès sera l'occasion donnée à chaque groupe d'étude d'élaborer, avec les étudiants, les propositions du syndicat dans l'UER, sa plateforme revendicative.

Les revendications ainsi définies seront celles des candidats de l'UNEF aux élections universitaires.

Les luttes des étudiants avec l'UNEF ont permis de nous faire reconnaître comme citoyens à part entière. Cette année, avec l'abrogation de la loi Sauvage et du quorum, les élections universitaires seront un événement.

Avec les listes solidarité étudiantes présentées par l'UNEF, nous avons l'ambition de faire du neuf à l'université, d'aller de l'avant dans chaque U.R.

Le groupe d'étude sera le moyen indispensable pour mener un tel débat.

L'an dernier, plus d'étudiants se sont syndiqués dans les G.E. UNEF. Aujourd'hui, le caractère profondément nouveau de la situation doit nous permettre d'aller plus loin, de renforcer nos exigences. Il s'agit de poser la question de se syndiquer à chaque étudiant, tout au long de l'année.

Pour faire vivre la solidarité, mettre en œuvre les changements qu'attendent les étudiants, le groupe d'étude, comme section syndicale de l'UER, est un outil pour les étudiants.

Lancer un appel à plus d'étudiants pour qu'ils se syndiquent, participent à l'organisation, à la vie du groupe d'étude, de l'UER, tel est un des enjeux de notre 67^e congrès.

Comme tu le vois, nous avons un grand projet.

Sa mise en place dépend de toi, de ta participation à la préparation du congrès, aux débats de ton groupe d'étude, de ton association générale.

Alors, à toi la parole.

Michel PERNET,
Secrétaire national.

Les textes soumis au débat de notre 67^e congrès sont à discuter et à examiner dans les congrès de groupes d'études et d'associations générales. Le premier texte revient sur l'orientation de l'UNEF sur la période actuelle. Le second, constitué par les quatre axes adoptés par notre conférence nationale les 28 et 29 mai dernier, te permettra de débattre dans ton groupe d'étude, des propositions du syndicat dans l'U.R.

Directeur de publication : Didier SEBAN

Rédactrice en chef : Catherine LEGER

INTRODUCTION

- 1- Le 67^e Congrès de l'UNEF se tient dans une situation profondément nouvelle, la victoire des forces de gauche à laquelle l'UNEF a pour sa part contribué, crée une situation favorable pour résoudre les grands problèmes posés à notre pays, aux étudiants. Cela confère au syndicat de nouvelles responsabilités.
- 2-
- 3-
- 4- L'action syndicale en prend d'autant plus d'importance. La réussite du changement est une nécessité pour tous les étudiants, elle dépend de leur intervention, de la place qu'ils prendront, lors des élections universitaires, de la force du syndicat étudiant.
- 5-
- 6- Le 66^e Congrès a posé les bases de la solidarité étudiante, du rassemblement des étudiants dans le syndicat. Depuis nous avons progressé, modifié le climat de nos Universités ; le syndicat s'est renforcé.
- 7-
- 8- Nous appuyant sur cette avancée décisive, sur les possibilités de changer notre vie, nous voulons aller plus loin quant au rôle, au renforcement et à l'organisation de la vie du syndicat.
- 9-

I - AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS, NOUS AVONS BESOIN DE NOUS RASSEMBLER, D'ÊTRE FORTS, NOUS AVONS BESOIN DU SYNDICAT.

- 10-
- 11-
- 12- Ce qui nous unit, ce sont nos aspirations, nos exigences qui se renforcent.
- 13- Ce qui nous unit, ce sont les difficultés pour bien faire et réussir nos études, pour vivre et trouver un emploi.
- 14- Ce qui nous unit, c'est notre volonté d'intervenir sur les affaires qui nous concernent, de résoudre ensemble nos problèmes, de transformer l'Université, la mettre à l'heure de notre temps.
- 15-
- 16- Cette année, syndiqués en plus grand nombre dans nos G.E. UNEF, en luttant, en nous entraînant, en participant à la vie de nos facs, nous avons montré la nécessité de la solidarité étudiante pour réussir nos études.
- 17-
- 18- Nous avons combattu l'abandon, la résignation, changé le climat à l'Université, permis que celle-ci connaisse des luttes revendicatives d'une ampleur nouvelle. L'intervention de chacun a permis de remporter des succès.
- 19-
- 20- La mise en place de nouvelles formes d'entraide, la constitution d'un patrimoine de l'UNEF ont fait reculer le système D et la débrouille, ont tissé des liens nouveaux entre les étudiants.
- 21-
- 22- Participer, agir, sur tout ce qui nous concerne est une idée qui a avancé, lors des élections aux CROUS comme dans la bataille contre la loi Sauvage et le quorum pour des droits nouveaux.
- 23-
- 24- Comme elle l'a fait durant des années en défendant l'Université et les étudiants, l'UNEF, forte de son expérience syndicale, a pris toutes ses responsabilités en appelant à voter François MITTERRAND le 10 mai. L'UNEF est intervenue comme une force de proposition constructive dans le changement. Notre Conférence Nationale a fixé les grands axes pour changer, à ce titre, elle a constitué un événement pour toute l'Université.
- 25-
- 26- Sur la base de notre orientation syndicale, nous avons repoussé une vaste entreprise qui visait à mettre nos luttes dans l'impasse de la collaboration avec Saunier. Cette collaboration s'est même traduite par le refus de choisir, le 10 mai, entre le changement qu'attendaient les étudiants et la poursuite de la casse.
- 27-
- 28- Aujourd'hui, beaucoup de choses ont déjà changé : à la logique de casse et d'autoritarisme peut être opposée celle de développement et de démocratie. L'intervention de l'UNEF, les actions de l'an dernier y ont largement contribué.
- 29-
- 30- L'abrogation de la loi Sauvage et du quorum, le rétablissement de nombreuses formations, l'abrogation des décrets racistes, les premières mesures sur les bourses constituent des avancées très importantes.
- 31-
- 32- Le changement ne se fera pas sans l'intervention des étudiants, d'autant que des forces freinent ou s'opposent à celui-ci, qu'il reste beaucoup à faire pour construire du neuf à l'Université.
- 33-
- 34- Trop d'étudiants qui en ont particulièrement besoin se trouvent encore sans recours, isolés.
- 35-
- 36- Pour organiser la solidarité étudiante, construire le changement, il faut plus d'étudiants actifs. Le fait syndical à l'Université doit grandir, s'affirmer. Le syndicalisme doit prendre un nouvel essor.
- 37-
- 38-
- 39-

II - LE SYNDICAT ETUDIANT QU'IL NOUS FAUT POUR FAIRE DU NEUF A L'UNIVERSITE.

- 40-
- 41-
- 42- L'existence et l'activité de l'UNEF sont des atouts pour les étudiants. Nous voulons les faire fructifier. Le syndicalisme étudiant doit être toujours plus :
- 43-
- 44- - un syndicalisme qui rassemble et unit les étudiants pour défendre leurs intérêts ;
- 45-
- 46- - un syndicalisme de la solidarité alliant entraide, participation et action, formulant des propositions pour contribuer au changement ;
- 47-
- 48- ● l'entraide : pour ne pas laisser un seul étudiant en difficulté, sur la touche ; parce que c'est aux étudiants et à eux seuls de développer la vie collective dans l'UER, d'en obtenir les moyens ;
- 49-
- 50- L'organisation de l'entraide est une tâche essentielle ;
- 51-
- 52- ● la participation : cette année, elle prend une importance particulière. Devenus citoyens à part entière dans leurs Universités, les étudiants doivent prendre part activement à la vie de celles-ci, intervenir et décider sur tout ce qui les concerne. Les élections universitaires sont le moment décisif pour faire avancer nos revendications, conquérir un véritable statut de l'étudiant ;
- 53-
- 54- ● l'action : s'appuyant sur des propositions réalistes et constructives, sur les possibilités nouvelles d'avancer, le syndicat intervient à tous les niveaux afin de rechercher des solutions par la concertation. A chaque obstacle rencontré, il organise la lutte pour faire aboutir les revendications des étudiants ;
- 55-
- 56- - un syndicalisme original et indépendant parce qu'il fonde à tout moment son orientation sur la situation des étudiants et sur leurs revendications ;
- 57-
- 58- - un syndicalisme partie-prenante des débats qui traversent le pays, la région, à la recherche de convergences avec les organisations syndicales de travailleurs ;
- 59-
- 60- - un syndicalisme démocratique, assurant l'expression de chaque adhérent, prenant en compte toutes les sensibilités, s'enrichissant des apports de tous, recherchant des positions qui rassemblent.
- 61-
- 62- Ce syndicalisme, c'est la voie de l'efficacité, la solidarité étudiante, c'est la question de se syndiquer posée à chacun en permanence.
- 63-
- 64-

III - UN SYNDICAT PLUS FORT POUR FAIRE VIVRE LA SOLIDARITE, POUR REUSSIR LE CHANGEMENT.

- 65-
- 66-
- 67- 1) La force du syndicat fait celle des étudiants et de leurs revendications.
- 68- Nous sommes à l'UNEF pour mieux organiser ensemble nos études. Du nombre que nous sommes dans nos groupes d'étude, dépendent notre force et notre capacité à mener l'action syndicale. C'est cela qui permet de gagner du temps, d'être efficace. C'est la meilleure garantie d'obtenir ce que nous voulons pour mieux étudier. Nous sommes une force avec laquelle il faut compter. Du jour de son inscription à la fin de ses études, aux différentes étapes de la vie de l'amphi, de l'UER, nous lançons à chaque étudiant l'appel à se syndiquer.
- 69-
- 70-
- 71-
- 72-
- 73- A prendre ses responsabilités, à agir sur sa fac. Du premier jour de son arrivée à l'Université, nous lui disons : « pour t'adapter à la vie d'étudiant, t'organiser dans tes études, syndique-toi. La solidarité dépend de toi ».
- 74-
- 75- Tout au long de l'année, nous lui demandons : « occupe-toi de ce qui t'intéresse, participe aux commissions du groupe d'étude, prends ta place dans la vie de ta fac, syndique-toi ».
- 76-
- 77- Pour transformer l'Université, nous disons : « prends part au changement, syndique-toi ».
- 78- Dans l'action, nous l'interpellons : « pour que notre lutte aboutisse, il faut décider ensemble, pour faire tomber les obstacles, il faut que nous soyons forts, syndique-toi ».
- 79-
- 80- C'est à nous, syndiqués, en nous adressant à tous les étudiants, de faire du syndicalisme au quotidien, une question publique dans l'UER.
- 81-
- 82- 2) Le groupe d'étude est la condition pour que vive la solidarité.
- 83- Être solidaire pour étudier, c'est être organisé là où on en a besoin tous les jours, c'est construire la section syndicale dans l'UER.
- 84-
- 85- Le groupe d'étude rassemble les étudiants qui ont décidé de participer à la vie de l'UER, de s'entraider, de lutter : c'est le lieu de l'action collective.
- 86-
- 87- Seul le groupe d'étude permet de répondre aux aspirations des étudiants de l'UER, leur donne la possibilité de faire ce qui les intéresse, d'organiser leur vie, de débattre efficacement de nos problèmes, de concrétiser le changement. C'est le lieu du rassemblement des étudiants.
- 88-
- 89- C'est le moyen de débat permanent sur la syndicalisation.
- 90-
- 91- L'organisation du groupe d'étude est la condition de son expression, de son activité permanente, c'est ce qui permet à chacun d'y prendre sa place. C'est la force du rassemblement. Il faut s'en donner les moyens.
- 92-
- 93- 3) Le groupe d'étude, l'affaire de tous.
- 94- Pour l'animer, coordonner son activité, le représenter, il faut des responsables dans tous les groupes d'étude. Ils sont les piliers du syndicat. Sans eux, il n'y a pas d'activité régulière dans l'UER. Pour agir en commun, définir les revendications, il faut se réunir. La réunion du groupe d'étude est un événement pour tous les syndiqués, pour tous les étudiants.
- 95-
- 96- Pour s'occuper d'un problème, mettre en place une activité, la commission du groupe d'étude rassemble tous les syndiqués intéressés.
- 97-
- 98- Pour mieux agir sur notre UER, sur l'Université, il est indispensable d'être informé sur ce qui nous concerne. Les publications de l'UNEF permettent à chaque syndiqué, chaque groupe d'étude, d'échanger les expériences, de rendre efficace leur activité syndicale.
- 99-
- 100-
- 101-
- 102- La vie du groupe d'étude est l'affaire de tous les syndiqués.
- 103-
- 104- Son existence est une lutte permanente contre la passivité, la délégation de pouvoirs.
- 105-
- 106- C'est la responsabilité de chacun :
- 107-
- 108- - d'obtenir les moyens du fonctionnement du groupe d'étude, de toute l'UNEF en finançant le syndicat ;
- 109-
- 110- - d'animer l'activité syndicale, d'aider les élus à intervenir, de développer l'information dans son T.D., dans son amphi, de permettre ainsi l'expression la plus large du syndicat ;
- 111-
- 112- - de s'occuper du groupe d'étude, des commissions.
- 113-
- 114- Rassemblés en plus grand nombre dans les groupes d'étude UNEF, nous pouvons mieux faire vivre la solidarité, réussir le changement qu'attendent les étudiants.
- 115-
- 116- CONCLUSION :
- 117- Avec l'UNEF, nous voulons mettre la solidarité au quotidien, pour changer notre vie d'étudiant, pour faire du neuf à l'Université.
- 118-

I. - LA SELECTION SOCIALE : fondement de l'Université d'aujourd'hui

C'est la sélection sociale qui empêche à tous les niveaux de l'enseignement, nombre de jeunes de poursuivre leurs études. Cette situation se poursuit et s'aggrave à l'entrée et dans l'Université. Pour beaucoup d'entre-nous, la réalité, c'est se priver dans la vie quotidienne pour poursuivre ses études. Une bourse d'échelon maximum ne permet même plus aujourd'hui de louer en cité-U. et de manger au restau.-U. Cela se traduit par un abandon massif, une sélection par l'échec qui touche en premier lieu les étudiants issus de couches sociales modestes. Ainsi dans les premiers cycles on ne trouve que 15 % d'enfants d'ouvriers, plus que 10 % en 2^e cycle et 7 % en 3^e cycle. Oui, l'Université est bien l'image inversée de la nation. Alors que le pays a besoin de cadres, on assiste à un formidable gâchis des intelligences. La sélection sociale mutile l'espoir de milliers de jeunes, crée une Université d'élite, fonctionnant en vase clos, une Université qui correspond aux besoins du patronat et non à ceux de la population. Du numérus-clausus au démantèlement des Œuvres Universitaires, tout est fait pour aggraver cette situation. Nous nous prononçons pour la transformation de l'Université par son ouverture aux enfants, issus des couches les plus défavorisées. Nous luttons pour une Université où tous aient les moyens d'étudier, qui combatte l'inégalité sociale, qui s'enrichisse des expériences, des apports de tous. L'égalité des chances, c'est donner les moyens à chacun d'accéder à une formation, à une qualification de haut niveau. C'est pourquoi nous plaçons au centre de notre activité, la revendication des moyens pour étudier.

Pour combattre ces inégalités, nous exigeons immédiatement :

- que le bac reste le premier grade universitaire ;
- l'augmentation du nombre de bourses attribuées par la prise en compte réelle de critères sociaux, dans l'objectif d'atteindre à court terme 20 % d'étudiants boursiers ;
- la fixation à 1.200 F mensuels sur l'année universitaire des bourses au 6^e échelon, pour aller rapidement vers les 1.500 F ;
- la revalorisation correspondante des autres échelons, l'indexation des bourses sur le budget établi par le CNO pour un étudiant ;
- le blocage des tarifs universitaires et des frais d'inscription, la construction de 10.000 chambres en cité universitaire et le développement des Œuvres Universitaires ;
- la mise en œuvre d'un véritable contrôle continu, condition de la qualité de l'enseignement, le développement des enseignements de soutien (T.D. de rattrapage, groupe de travail avec moniteurs...);
- la suppression rapide de tous les numérus-clausus ;
- des mesures dans chaque Université pour donner les moyens aux étudiants salariés de poursuivre leurs études.

II. - UNE FORMATION POUR UN METIER

Notre formation conditionne notre avenir. C'est pour cela que nous avons des exigences d'autant plus importantes que nous les associons aux luttes que nous menons pour le plein emploi.

Aujourd'hui, l'enseignement que nous recevons ne correspond ni à nos aspirations, ni aux besoins du pays.

Notre cursus universitaire est transformé en courses d'obstacles alors que la qualité d'une formation ne dépend pas du nombre d'étudiants sélectionnés mais bien de son contenu et des moyens qui lui sont accordés.

Notre enseignement souffre du manque d'encadrement, de moyens pédagogiques, de l'insuffisance et de la vétusté des infrastructures, du matériel.

Nous ne sommes pas formés pour un métier.

- Dans de nombreux cas du fait d'un niveau scientifique et culturel insuffisant, d'un cloisonnement trop étroit laissant de côté les connaissances fondamentales, notre formation ne permet pas notre adaptation à l'évolution des sciences et techniques dans notre métier.
- De nombreux enseignements n'intègrent pas la dimension professionnelle nécessaire à toute formation, nous laissant désarmés pour notre futur emploi.
- Ces modalités de formation correspondent pour la plupart à une politique d'emploi sous-qualifié et précaire réservant à quelques-uns les emplois à responsabilités.

Nous voulons être formés pour un métier.

Pour cela il faut assurer une formation complète de haut niveau associant étroitement une formation scientifique et une formation professionnelles enrichissant mutuellement. Ce lien renforce nos exigences pour notre formation et notre emploi futur, nous accroche à nos études.

C'est pourquoi nous luttons :

- pour le maintien, le rétablissement, le développement des formations nécessaires au pays et à la région ;
- pour une formation scientifique adaptée aux avancées réalisées dans tous les domaines ;
- pour le renforcement du contenu de cette formation, notamment par l'augmentation du budget des Universités et par le développement du potentiel de la recherche universitaire ;
- pour une formation pluridisciplinaire, pluraliste, critique, associant enseignement de groupe, expérimentations, aux cours magistraux ;
- pour l'introduction à tous les niveaux de l'enseignement d'une formation professionnelle notamment sous forme de stages, U.V. spécialisées ...
- pour le développement des filières à finalités professionnelles au sein de l'Université, notamment par la création d'I.U.T., de départements d'I.U.T. ;
- pour le développement de la formation continue au sein de l'Université.

III. - L'EMPLOI : un droit

Nous sommes les ingénieurs, cadres, techniciens, enseignants, chercheurs de demain.

Conscients des responsabilités qui nous reviennent, nous avons des exigences, quant au développement de notre pays. Nous avons des droits, en ce qui concerne l'emploi que nous occuperons à la sortie de l'Université.

Mais alors que nous avons des exigences, ces droits, notre place est remise en cause, notre avenir est bouché.

Nous refusons la fatalité du chômage. Celui-ci ne nous épargne pas, même si notre niveau de formation nous donne plus de chances de trouver un emploi. Comment pourrait-il en être autrement lorsque le pays compte près de 2 millions de chômeurs, lorsqu'à la casse de nos formations correspond la liquidation du potentiel économique et industriel de nos régions ?

Nous refusons la fatalité du travail précaire. De l'auxiliaire au contrat de travail à durée déterminée en passant par le travail intérimaire, ce phénomène touche aujourd'hui deux jeunes sur trois. Cette situation instable gâche notre vie, nous prive des droits, des responsabilités qui devraient nous revenir dans notre emploi, nous empêche de participer pleinement à la vie du pays.

Nous refusons la fatalité de l'emploi déqualifié. Trop souvent nos capacités ne sont pas pleinement employées, notre travail n'est pas reconnu à son niveau de qualification, ne correspond pas à la formation acquise.

Cette situation constitue un véritable gâchis à la fois pour nous et le pays. Ce gâchis nous voulons y mettre fin. Parce qu'il s'agit de notre avenir, du développement du pays et de ses régions, nous voulons que nos exigences soient prises en compte, que nos droits soient respectés.

Pour cela nous nous prononçons :

- pour une réelle politique de l'emploi ;
- pour satisfaire les besoins du pays, nous exigeons l'exploitation de toutes les richesses de notre pays, l'utilisation du progrès des sciences et techniques ;
- nous voulons vivre, étudier et travailler au pays. Dans le même temps où nous nous opposons à la casse de nos formations, nous luttons aux côtés des travailleurs et de la population, contre la liquidation du potentiel industriel et économique de nos régions ;
- nous exigeons au minimum l'embauche d'un jeune diplômé en remplacement de chaque départ à la retraite d'un cadre, d'un technicien, d'un enseignant ;
- pour la suppression de toutes les formes de travail précaire ;
- nous voulons un emploi stable, nous permettant d'assurer toutes nos responsabilités, de bénéficier de nos droits ;
- pour l'embauche au niveau de notre qualification, pour la reconnaissance de nos diplômés dans les conventions collectives, nous permettant de mettre la totalité de nos capacités au service du développement du pays.

IV. - NOS DROITS : une condition pour étudier

La loi Sauvage, le quorum, les mesures antidémocratiques à l'Université ont été mises en place pour nous empêcher de défendre nos études, nos droits, pour nous faire taire.

Parce que nous avons fait des conseils un lieu d'expression de nos revendications, Saunier a voulu en écartant les étudiants, la majorité des enseignants et des chercheurs, les personnels des décisions, donner tous les pouvoirs à une minorité, ramener l'Université au temps des mandarins.

Nous ne sommes pas des moins que rien, des consommateurs de l'Université : nous en sommes partie-prenante.

Nous voulons être considérés comme des citoyens à part entière. Nous exigeons d'être reconnus comme une force qui compte dans le pays.

- Nous voulons participer à la vie de l'Université.
- Nous voulons discuter, décider d'égal à égal de nos enseignements, de nos conditions d'études avec les autres catégories représentatives de l'Université.
- L'intervention de chacun, la décision de tous, voilà notre conception de la participation qui permet le débat et la lutte pour améliorer nos études, nos conditions de vie.
- C'est la démocratie qui permet le développement de l'Université, la prise en compte de la vie régionale, des besoins du pays, de la population.
- Les étudiants, les enseignants, les personnels doivent pouvoir intervenir sur les décisions nationales et régionales qui engagent l'avenir de l'Université.

Nous sommes exigeants car la reconnaissance de nos droits, du droit syndical à l'Université conditionne pour une part

Améliorer
→ Pour le Dupt de P. Hubert

- 115- essentielle l'avenir de nos études. La participation correspond à notre volonté - sans équivoque - de décider, de défendre nos
 116- études ; c'est pourquoi elle doit être l'affaire de tous.
 117- Nous faisons appel en permanence aux étudiants. Dans les T.D., les amphis, tous les étudiants ont besoin de s'exprimer,
 118- d'agir sur leurs problèmes pour remporter des succès.
 119- Pour cela nous exigeons :
- 120- 1 - l'abrogation de la loi Sauvage et du quorum, de toutes les autres mesures contre nos droits et une refonte
 121- démocratique de la loi d'orientation ;
 - 122- 2 - l'abrogation des mesures racistes prises à l'encontre des étudiants étrangers, le respect de leurs droits ;
 - 123- 3 - le développement de la participation dans l'Université par la mise en place de commissions paritaires, pour la
 124- pédagogie, le contrôle des connaissances, l'élection de délégués de T.D., l'assemblée régulière de ceux-ci ;
 - 125- 4 - la mise en place de structures permettant aux étudiants, à l'ensemble de l'Université, au monde du travail de
 126- participer aux décisions prises au niveau national, régional et local ;
 - 127- 5 - la reconnaissance du droit syndical pour les étudiants et les moyens permettant l'expression et la représentation
 128- du syndicat ;
 - 129- 6 - l'attribution à l'UNEF de la subvention nationale à laquelle sa représentativité lui donne droit.
- 130- LYON - 28 et 29 mai 1981

LA LOI SAUVAGE ET LE QUORUM SONT ABROGES

un acquis obtenu de haute lutte

DANS TA FAC
LE GROUPE D'ETUDE
PROPOSE :

L'an dernier, en plein mois de juillet, Mme Saunier-Seïté faisait voter la loi Sauvage.

Cette loi réduisait de moitié le nombre d'élus étudiants dans les conseils d'UER et d'Université, donnait 50 % des sièges aux professeurs de rang A. Les mandarins voulaient effacer mai 68.

Venant après la loi sur le quorum qui diminuait déjà considérablement le nombre d'élus étudiants, la loi Sauvage constituait l'aboutissement de la politique de Saunier en matière de démocratie à l'Université : nous faire taire, empêcher par tous les moyens les étudiants d'élire leurs représentants.

Mme Saunier-Seïté voulait, en effet, avoir les moyens de mener à bien sa politique de casse. Elle ne supportait plus les conseils où l'intervention des élus syndicaux des étudiants, des enseignants et du personnel permettait de remettre en cause la casse, d'améliorer nos conditions de vie et d'étude.

Elle ne supportait plus des conseils susceptibles de se ranger aux côtés des étudiants, les élections universitaires où l'UNEF obtenait 60 % des suffrages.

Contre la loi Sauvage, étudiants-enseignants et personnels réagirent ensemble.

Dès le 22 septembre, une première manifestation nationale était organisée à Paris par l'UNEF, le SNESup, la CGT, le SGEN.

Tout au long de l'année, l'action s'est développée. Grève nationale le 13 novembre, le 12 mars, grèves à Toulouse, Perpignan, Reims, Dijon, Strasbourg... le 6 mars les Etats Généraux des luttes organisés par l'UNEF pouvaient dresser le bilan de la non-application de la loi Sauvage dans la majorité des Universités.

Cette lutte pour la participation n'aura pas été vaine.

Menée contre Saunier et ses alliés qui voulaient empêcher les étudiants de s'exprimer, elle nous permet aujourd'hui de remporter une grande victoire. Pourtant ceux qui voulaient empêcher les étudiants de s'exprimer, d'élire leurs représentants étaient nombreux : depuis l'UNI jusqu'au CLEF en passant par l'« UNEF » indépendante et démocratique (les trotskystes de l'OCI), tous tentaient de faire taire les étudiants se faisant ainsi les serviteurs zélés de Saunier.

Aujourd'hui, les étudiants ont gagné.

La loi Sauvage et le quorum ont été abrogés par l'Assemblée Nationale. C'est le résultat de nos luttes de l'an dernier, de l'intervention de l'UNEF qui en avait fait la condition du changement à l'Université auprès du nouveau ministère. Une étape est franchie.

Les Conseils d'UER et d'Université prennent des décisions importantes pour nos études, notre vie d'étudiant. Ils établissent le budget de l'UER, décident du contenu des cours, des programmes, des modalités du contrôle des connaissances. Ils prennent position dans les débats nationaux sur les mesures prises par le gouvernement et à ce titre pourront contribuer à la transformation de l'Université dans le sens qu'attendent les étudiants.

Il est donc décisif que les étudiants prennent toute leur place dans ces conseils, que l'UNEF, seule à s'être toujours battue pour défendre les droits des étudiants sorte encore grande des prochaines élections universitaires.

C'est la condition pour que nous puissions aller plus loin, gagner des droits nouveaux, débattre et décider de ce qu'il faut changer, faire entendre la voix des étudiants dans le débat sur la nouvelle loi d'orientation qui sera présentée par A. Savary à l'automne 82.

Pour cela, il faut que tu t'en mêles, que toi aussi tu animes dans ton amphitheâtre un grand débat sur ce qui doit changer dans l'amphi, que tu sois candidat aux prochaines élections universitaires.

Nous sommes aujourd'hui reconus citoyens à part entière. A nous de saisir cette chance.

LA SOLIDARITE, LE CHANGEMENT A L'UNIVERSITE, cela dépend de toi.

Prends ta carte UNEF 81/82, abonne-toi au B.L.E.

La situation nouvelle dans le pays confère des responsabilités importantes à l'UNEF.

L'an dernier, nous avons contribué de manière décisive à faire entendre la voix des étudiants.

Le développement de l'entraide (création de bourses aux livres, polys, etc.) l'appel à l'action à chaque obstacle rencontré, la vie de nos G.E. ont transformé le climat de bon nombre d'UER, fait vivre le courant de la solidarité.

Aujourd'hui, alors que la représentativité de l'UNEF s'est vue une nouvelle fois confirmée par notre succès aux élections aux CROUS, notre rôle de force de proposition rend d'autant plus important l'activité, l'apport de chaque syndiqué, de toi aussi.

C'est de chaque adhérent que dépend la richesse du grand débat que nous voulons engager avec les étudiants sur ce qui doit changer dans l'amphi, à la fac.

C'est de toi aussi que dépend la

réussite d'un grand 67^e Congrès de l'UNEF, qui sera l'expression nationale des propositions des étudiants.

C'est pourquoi nous te proposons de prendre ta carte 81/82 pour continuer à participer à la vie de notre syndicat, à être informé par UNEF-INFORM.

Nous te proposons également de t'abonner au Bulletin de Liaison des Elus afin de recevoir des informations sur la vie des Groupes d'Etude, l'activité de l'UNEF dans tous les domaines.

nom :

prénom :

adresse :

code postal :

tél. :

université :

uer :

année d'étude :

RESPONSABILITE :

JE PRENDS MA CARTE UNEF 81/82

JE M'ABONNE AU BLE